



CHANGEMENT DE NOM ET/OU DE PRÉNOM : LES ANCIENS TITRES D'IDENTITÉ BIENTÔT AUTOMATIQUEMENT INVALIDÉS

À partir de la rentrée 2025, toute personne ayant changé de nom et/ou de prénom verra automatiquement ses anciens titres d'identité invalidés dans un délai de 3 mois après la mise à jour de son acte de naissance. Cette mesure vise à garantir la cohérence des documents d'identité et à prévenir les risques de double identité.

Une règle simple : un seul nom, une seule identité

Depuis le décret n°2024-689 du 5 juillet 2024, les cartes d'identité et passeports délivrés avant un changement de nom et/ou de prénom ne sont plus valables 3 mois après l'actualisation de l'acte de naissance de l'utilisateur concerné.

Ce principe s'appuie sur la loi du 6 fructidor An II, qui interdit à tout citoyen de porter un autre nom que celui figurant sur son acte de naissance. Il s'agit d'éviter qu'un même individu puisse posséder plusieurs identités officielles.

Dans quelques mois, cette invalidation des titres sera automatique.

Une obligation d'information et d'anticipation

À partir du mois de septembre, dès que la modification de son acte de naissance sera effective, l'utilisateur sera informé, par SMS ou par courrier, du délai de 3 mois avant l'invalidation automatique de ses anciens titres. Pour les demandes de changement de nom et/ou de prénom antérieures à juillet 2024, ce délai commencera à courir dès l'information des usagers concernés. Des premiers envois pourraient avoir lieu dès cet été.

Ainsi, il est important que les usagers qui entament une démarche de changement de nom et/ou de prénom soient informés, à chaque étape de la procédure, des conséquences de l'aboutissement de leur demande. **Chaque préfet a été invité à écrire à l'ensemble des mairies pour que chaque service d'état civil soit sensibilisé : il est nécessaire d'informer les usagers de la nécessité de procéder, sous 3 mois, aux formalités de renouvellement de leurs titres d'identité dès l'actualisation de leur acte de naissance.** À cet effet, une notice d'information est à disposition auprès des préfectures ou dans l'espace Mairies de France Titres : <https://moncompte.ants.gouv.fr/connexion>

Pour rappel, en cas de contrôle ou de passage aux frontières, une CNI ou un passeport invalide n'atteste plus de l'identité et expose à des sanctions pénales pouvant aller jusqu'à 5 ans de prison et 75 000 € d'amende (article 441-2 du code pénal).



MÉMENTO À L'ATTENTION DES USAGERS

Ce qu'il faut faire en cas de changement de nom et/ou de prénom :

- Renouvelez vos titres d'identité dès l'actualisation de votre acte de naissance.
- Prenez rendez-vous en mairie et rassemblez les justificatifs (dont l'acte modifié).
- Conservez vos anciens titres : le renouvellement est gratuit si vous les présentez.
- Mettez à jour vos autres documents : permis de conduire, carte vitale...
- Informez les administrations de votre changement d'état civil.



FRANCE IDENTITÉ : UN JUSTIFICATIF D'IDENTITÉ POUR SÉCURISER LES DÉMARCHES EN MAIRIE

À l'heure de la transition numérique des services publics, la protection des données personnelles est un enjeu majeur. Pour y répondre, l'application France Identité propose un dispositif innovant : le justificatif d'identité à usage unique.

Conçu pour accompagner les démarches administratives en ligne ou en présentiel, ce justificatif d'identité permet de transmettre une preuve d'identité dédiée à une seule démarche grâce à un cadre d'utilisation précis, prévenant ainsi les risques de fraude, ce que ne permettent pas les photocopies ou scans de la carte nationale d'identité.

L'objectif : renforcer la confiance des échanges pour l'usager et le service, tout en protégeant les données personnelles.

Ce dispositif est déjà utilisé dans plusieurs communes, dont la ville de Puteaux (43 000 habitants) dans les Hauts-de-Seine. Christelle Saint-Amand Cephace, directrice du pôle citoyenneté, nous en explique les enjeux.



Pour quelles démarches en mairie le justificatif d'identité France Identité pourrait-il être utilisé ?

Il est adapté aux demandes d'actes d'état civil, aux inscriptions sur les listes électorales, aux changements d'adresse, aux certificats de domicile, mais aussi à l'inscription à la cantine, aux activités périscolaires ou autres et au paiement des factures municipales.

Est-il déjà utilisé à Puteaux ?

Depuis février 2024 et la généralisation de France Identité, nous l'utilisons pour les inscriptions en ligne sur les listes électorales. C'est plus fiable qu'une simple photo de carte nationale d'identité. Toutefois, pour être en conformité avec la législation, l'extension à d'autres démarches dépendra d'une reconnaissance officielle de ce justificatif numérique.

Quels sont les avantages pour les usagers et les agents ?

Ils sont nombreux :

1. sécurité renforcée (moins de risques d'usurpation d'identité),
2. gain de temps (plus besoin de scanner sa CNI ou de se déplacer),
3. respect de la vie privée (seules les données nécessaires sont transmises),
4. connexion possible à de nombreux services publics en ligne,
5. moins d'impressions (économique et écologique),
6. accessibilité pour les personnes éloignées ou à mobilité réduite.

Qu'attendez-vous pour l'avenir ?

L'idéal serait de pouvoir sécuriser aussi les justificatifs de domicile. Cela simplifierait encore les démarches et limiterait la collecte excessive de documents dans les dossiers administratifs.



CONTRÔLE DES COLIS SÉCURISÉS : ADOPTEZ LES BONS RÉFLEXES !

Dans le cadre de la délivrance des titres sécurisés, vous recevez régulièrement des colis sécurisés contenant des cartes nationales d'identité et des passeports à remettre aux usagers. **Ces envois requièrent une vérification rigoureuse dès leur réception.**

Pour vous accompagner, **un document récapitulatif est à votre disposition dans la rubrique FAQ de l'espace Mairies** : <https://moncompte.ants.gouv.fr/connexion>

Une étiquette de scellé sécurise les colis :

- De chaque côté des boîtes cartons
- Au niveau de la bande de fermeture des enveloppes



Il vous détaille les actions à mener :

- vérification des colis,
- signature de la preuve de distribution,
- contrôle des bordereaux.

En suivant ces procédures, vous garantisiez la sécurité et la traçabilité des titres remis aux usagers.

Pour toute question, l'équipe transports reste à votre écoute à l'adresse : ants-suivi-transport@interieur.gouv.fr

COMEDec : VÉRIFIEZ LES DROITS DES PORTEURS DE CARTES

La carte ANTS/COMEDec contient 2 certificats : authentification et signature. Elle n'enregistre aucun droit métier. **Ces droits sont enregistrés dans l'annuaire Agaec** (<https://www.agaec.ants.gouv.fr/>) et c'est là qu'il faut préciser si l'agent a la délégation de signature pour l'état civil.

Pour rappel :

- seuls les agents possédant la délégation de signature pour l'état civil peuvent signer et envoyer les demandes d'actes,
- les agents ne possédant pas cette délégation peuvent uniquement préparer les réponses aux demandes.

Afin de réduire les erreurs signataires lors du traitement des demandes COMEDec, nous invitons les mairies à vérifier et à mettre à jour les habilitations des porteurs de cartes. Cette mise à jour doit être réalisée par une personne ayant l'habilitation « Administrateur carte ».

Besoin d'aide ?

- Un guide est disponible dans l'espace Mairies <https://moncompte.ants.gouv.fr/connexion>
- Contactez le CCC au **0 806 001 628** du lundi au vendredi de 8h30 à 17h et le samedi de 8h à 12h, ou par mail à ants.support@interieur.gouv.fr

INDICATEURS

Indicateurs cibles

Délai moyen d'obtention d'un RDV en mairie	Délai moyen d'instruction/production/acheminement
30 jours	21 jours
Taux de pré-demande	Nombre de recueils par DR par an
80 %	3750

Publié le : 26/05/2025 15:45 (Europe/Paris)

Par : Ministère de l'intérieur

https://www.intramuros.org/viozan/documents_administratifs/30947

Au 20 mai 2025

Délai moyen d'obtention d'un RDV en mairie	Délai moyen d'instruction/production/acheminement*
7 jours	31,01 jours
Taux de pré-demande	Nombre de recueils par DR depuis le 1 ^{er} janvier 2025
80,88 %	822 (= 21,92 %)

* CNI et passeports confondus